

Consultation citoyenne

« Ma commune, mon maire & moi »

Volet Education



LEVÉE D'EMBARGO : MERCREDI 21 JANVIER À 05H

Janvier 2026

Présentation des résultats

CONTACTS ODOXA

Céline Bracq
Directrice générale
celine.bracq@odoxa.fr

Erwan Lestrohan
Directeur Conseil
erwan.lestrohan@odoxa.fr

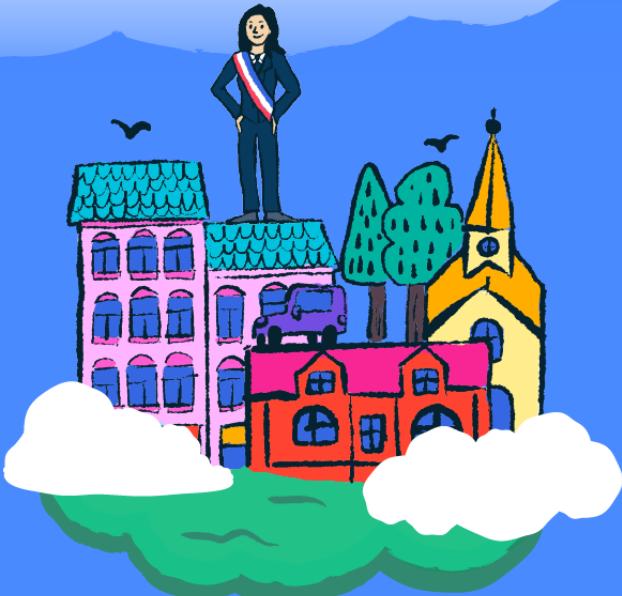
**Ma commune,
mon maire & moi**

En route vers les municipales 2026

ici Radio
TV
Digital

Consultation citoyenne

Quelle école demain pour nos enfants ?





Méthodologie

Ma commune, mon maire & moi

En route vers les municipales 2026



Consultation citoyenne

Quelle école demain
pour nos enfants ?



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée par Internet via un questionnaire mis en ligne sur l'ensemble des pages des sites d'ICI (ici.fr et francebleu.fr) et de France 3 Régions, du **22 décembre 2025 au 7 janvier 2026**.



Participants

15 865 Français âgés de 18 ans et plus ont répondu à la consultation nationale.



UNE GRANDE CONSULTATION NATIONALE, REPRÉSENTATIVE DES OPINIONS DES FRANÇAIS

Une pondération a été appliquée aux résultats afin que la structure de la population des personnes ayant participé à la consultation soit identique à celle de la population française en termes de sexe, âge, d'activité, de catégorie de commune et de région de résidence (les répondants pour la Corse ont été intégrés à l'ensemble PACA+Corse).

Cette pondération permet d'assurer la **représentativité nationale** des opinions présentées dans ce rapport.



Principaux enseignements

**Ma commune,
mon maire & moi**

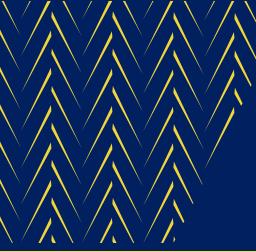
En route vers les municipales 2026

ici Radio
TV
Digital

Consultation citoyenne

Quelle école demain
pour nos enfants ?





Education : une satisfaction en trompe-l'œil

De fortes disparités territoriales et des inquiétudes sur la qualité de l'enseignement public

72% des Français jugent que le niveau des établissements scolaires de leur commune est bon... mais ce retour national positif masque de fortes disparités territoriales et la qualité de l'enseignement public suscite des réserves.

- Sur le plan régional, c'est en Bretagne (81%) que le sentiment que les établissements scolaires locaux sont de bonne qualité est le plus répandu contre uniquement 63% en PACA. Près d'1 habitant sur 2 considère même que le niveau des établissements dans sa commune est mauvais dans des départements comme les Bouches-du-Rhône (44%), la Seine-Saint-Denis (44%) et la Creuse (44%).
- Le sentiment très positif des Français sur les établissements de leur commune est aussi probablement tiré à la hausse par l'enseignement privé, car seuls 56% des Français jugent que le niveau de l'enseignement public est satisfaisant là où ils résident. Plus de la moitié des habitants estiment même que la qualité de l'enseignement public dans leur commune est insatisfaisante dans certains départements, aussi bien ruraux (Creuse, Somme, Ariège...) qu'urbains (Bouches-du-Rhône, Seine-Saint-Denis).
- Les Français sont globalement satisfaits des services et équipements de leurs communes en matière d'éducation (proximité des établissements, cantines, médiathèques, centres de loisirs), mais ils jugent majoritairement que la situation y est insatisfaisante dans deux domaines : l'éducation des jeunes à la citoyenneté (67%) et leur accès à l'emploi (75%).

57% des Français sont aujourd'hui satisfaits de l'action de leurs maires en matière d'éducation et cet indicateur varie également fortement selon les territoires.

- C'est en Bretagne (64%), dans les Pays de la Loire (62%) et le Centre-Val-de-Loire (60%) que les habitants se montrent les plus satisfaits de l'action de leurs maires, alors que cet indicateur atteint ses plus bas niveaux en PACA (52%), en Bourgogne-Franche-Comté (54%) et en Occitanie (55%). L'insatisfaction est même majoritaire dans de nombreux départements ruraux (Yonne, Gers, Somme, Lot, Meuse, Lot-et-Garonne...).
- Notre consultation montre combien l'action des maires en matière d'éducation est capitale pour améliorer les perspectives d'avenir des habitants : dans les communes où elle est jugée satisfaisante, 74% des habitants sont optimistes pour l'avenir des jeunes de leur commune... contre uniquement 23% dans les communes où elle est insatisfaisante.

A deux mois des élections municipales, les attentes à l'égard de l'action municipale en matière d'éducation sont très variées et concernent en priorité des sujets sociétaux.

- La lutte contre le harcèlement scolaire est très nettement le sujet sur lequel les Français (63%) et les parents d'élèves (59%) attendent le plus d'implication des maires.
- Les deux actions qu'une majorité de Français jugent prioritaires à mettre en place dans leur commune sont de nouer des partenariats avec des entreprises locales pour favoriser l'emploi des jeunes (63%) et de mettre en place des ateliers de sensibilisation des élèves à la Sécurité routière (57%). 47% des Français considèrent également prioritaire de mettre en place des ateliers destinés à faire découvrir le handicap aux enfants.

Consultez la synthèse détaillée des résultats de la consultation à partir de la page 22



Résultats de la consultation

Situation locale en matière d'éducation

**Ma commune,
mon maire & moi**

En route vers les municipales 2026

Oici Radio
TV
Digital

Consultation citoyenne

Quelle école demain
pour nos enfants ?



Pour 7 Français sur 10, le niveau des établissements scolaires de leur commune est bon

La part de personnes considérant qu'il est mauvais est réduite mais significativement plus élevée dans les Métropoles (29%)

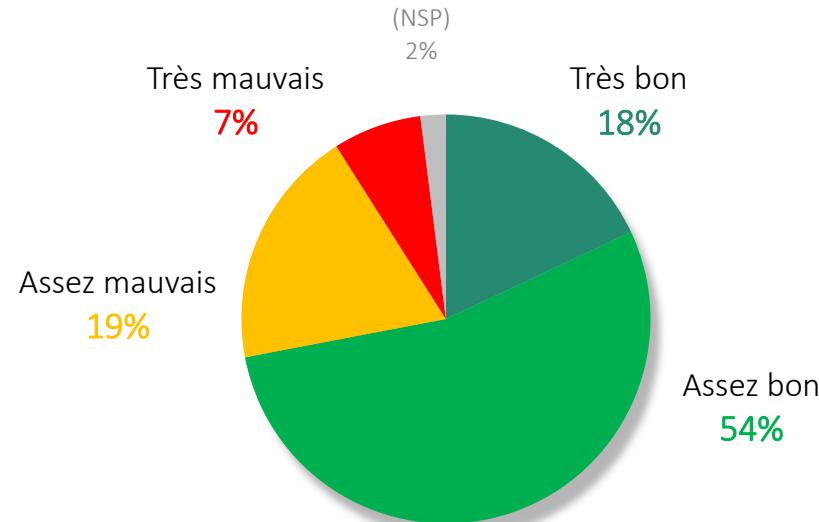


De façon générale, diriez-vous que dans votre commune le niveau des établissements scolaires (école, collège, lycée) est... ?

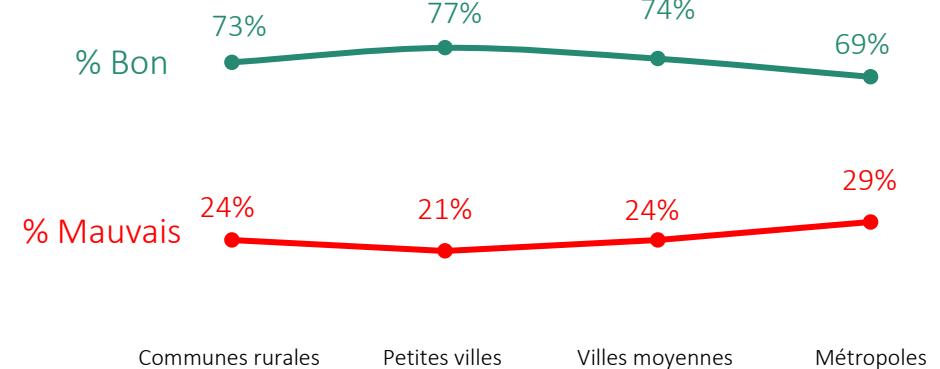
% Mauvais : 26%



% Bon : 72%



Par catégorie de commune



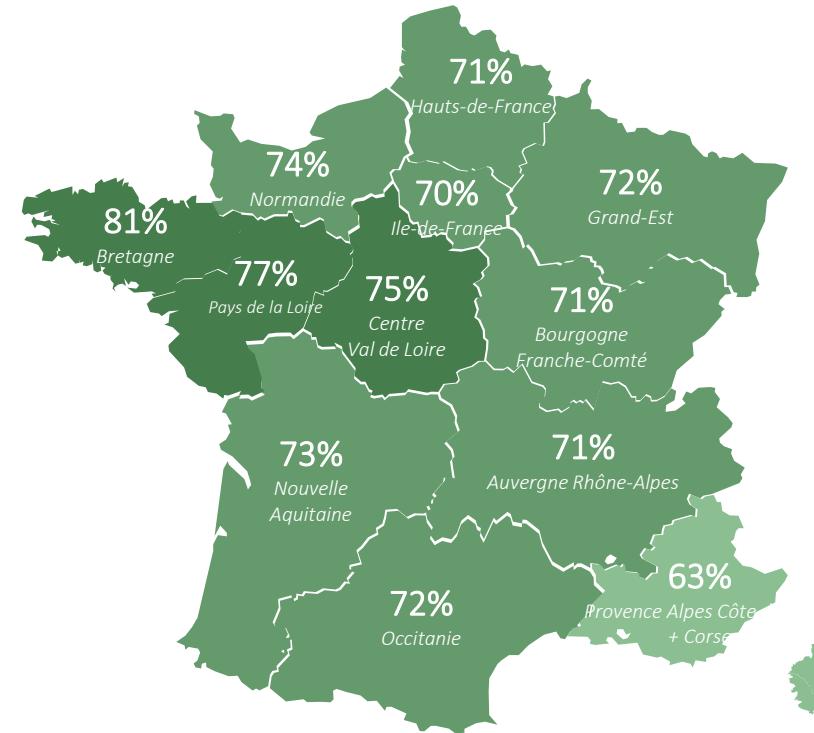
81% des Bretons sont satisfaits du niveau des établissements de leur commune alors que l'insatisfaction approche les 50% dans les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis et la Creuse



De façon générale, diriez-vous que dans votre commune le niveau des établissements scolaires (école, collège, lycée) est... ?

% LE NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES EST BON

MOYENNE NATIONALE : 72%

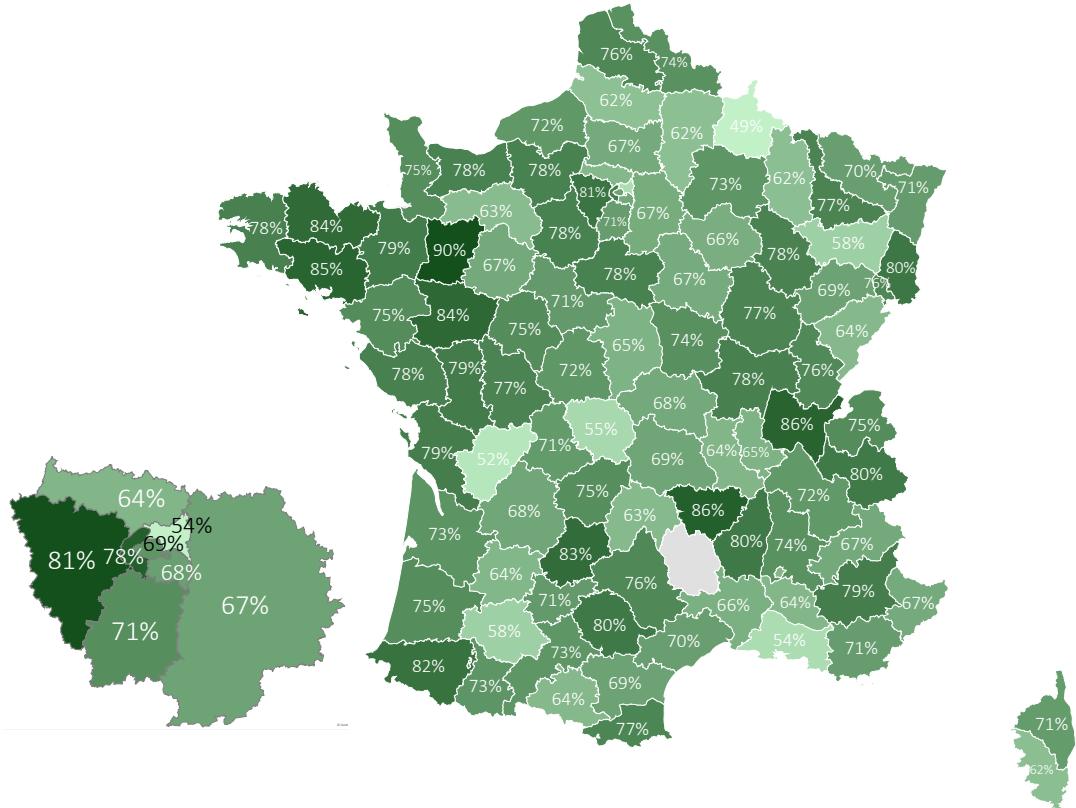


LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE LE NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS EST BON

1. Mayenne	90%	5. Côtes-d'Armor	84%
2. Haute-Loire	86%	7. Lot	83%
2. Ain	86%	8. Pyrénées-Atlantiques	82%
4. Morbihan	85%	9. Yvelines	81%
5. Maine-et-Loire	84%	10. Haut-Rhin	80%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE LE NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS EST MAUVAIS

1. Bouches-du-Rhône	44%	6. Somme	38%
1. Seine-Saint-Denis	44%	7. Aisne	36%
1. Creuse	44%	8. Ariège	35%
4. Charente	40%	8. Corse-du-Sud	35%
4. Vosges	40%	8. Val-d'Oise	35%

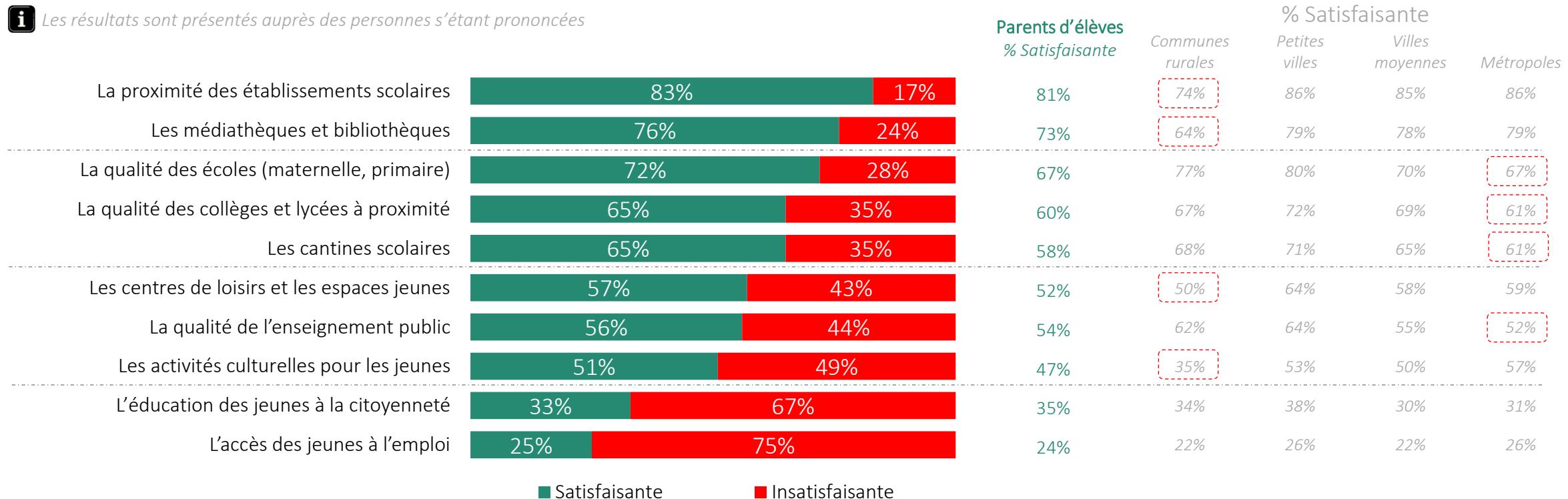


Globalement satisfaits des services et équipements locaux, les Français sont insatisfaits dans deux domaines : l'éducation des jeunes à la citoyenneté et leur accès à l'emploi

Une insatisfaction plus forte dans les zones rurales sur le manque d'équipements/activités quand les Métropoles critiquent plus la qualité de l'enseignement/des établissements



D'après ce que vous en savez, diriez-vous que la situation est satisfaisante ou insatisfaisante dans votre commune en ce qui concerne...



Niveau de l'enseignement public : un indicateur qui varie fortement selon les territoires

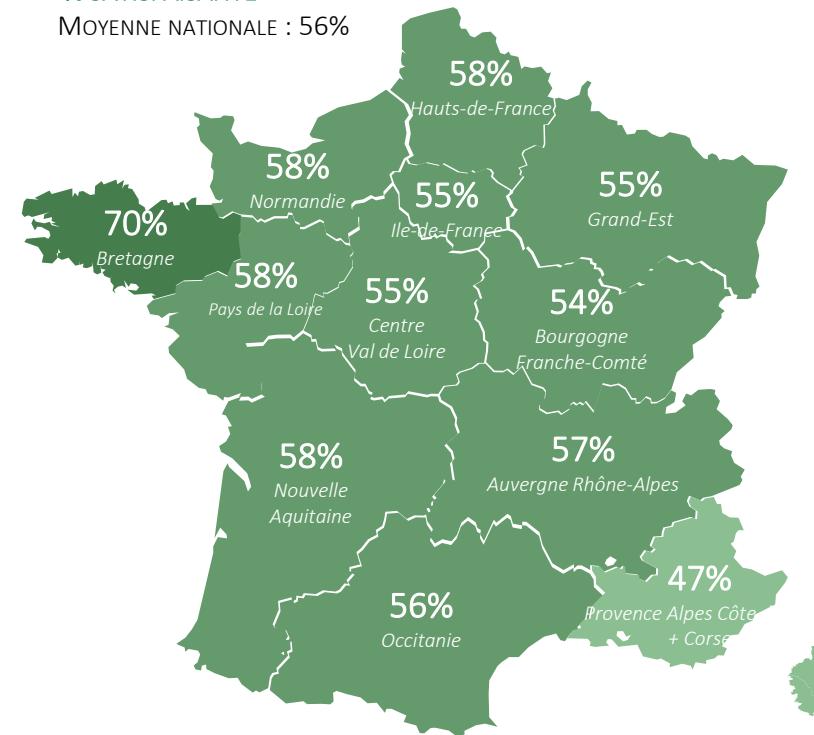
70% des Bretons s'en disent satisfaits alors que l'insatisfaction est majoritaire en PACA et dans des départements aussi bien ruraux (Creuse, Ariège, Somme, Ardennes, Lot-et-Garonne, Corse-du-Sud, Haute-Saône, Yonne) qu'urbains (Bouches-du-Rhône, Seine-Saint-Denis)



D'après ce que vous en savez, diriez-vous que la situation est satisfaisante ou insatisfaisante dans votre commune en ce qui concerne...

LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC % SATISFAISANTE

MOYENNE NATIONALE : 56%

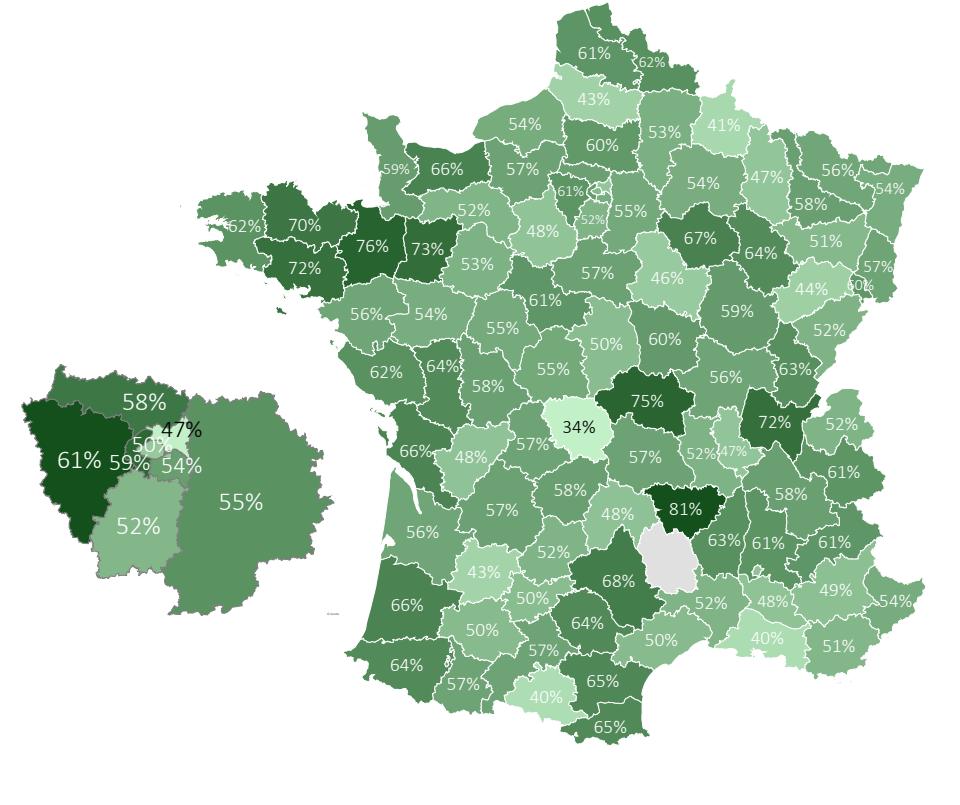


LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC EST SATISFAISANTE

1. Haute-Loire	81%	5. Morbihan	72%
2. Ille-et-Vilaine	76%	7. Côtes-d'Armor	70%
3. Allier	75%	8. Aveyron	68%
4. Mayenne	73%	9. Aube	67%
5. Ain	72%	10. Calvados	66%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC EST INSATISFAISANTE

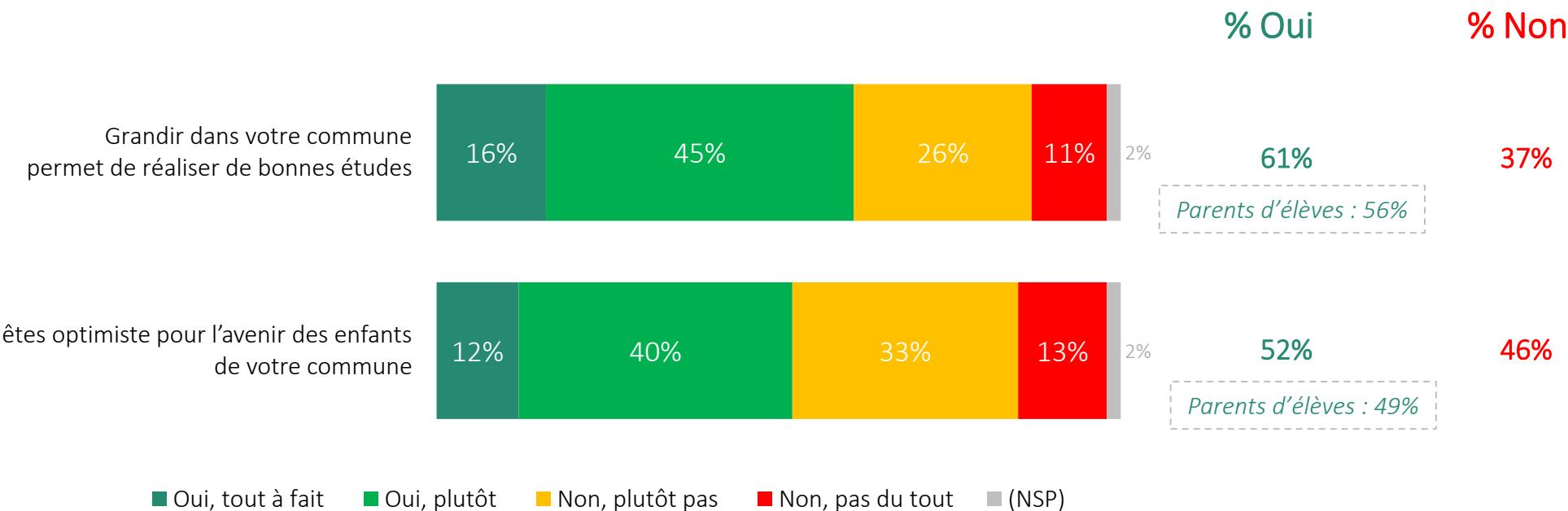
1. Creuse	66%	5. Somme	57%
2. Ariège	60%	7. Corse-du-Sud	56%
2. Bouches-du-Rhône	60%	7. Haute-Saône	56%
4. Ardennes	59%	9. Yonne	54%
5. Lot-et-Garonne	57%	10. Seine-Saint-Denis	53%



6 Français sur 10 considèrent que grandir dans leur commune permet aux enfants de réaliser de bonnes études... mais 46% sont néanmoins pessimistes pour leur avenir.



Aujourd'hui, direz-vous que... ?



C'est en Bretagne (68%) et en Île-de-France (67%) que les habitants sont les plus convaincus que grandir dans leur commune permet l'accès à de bonnes études

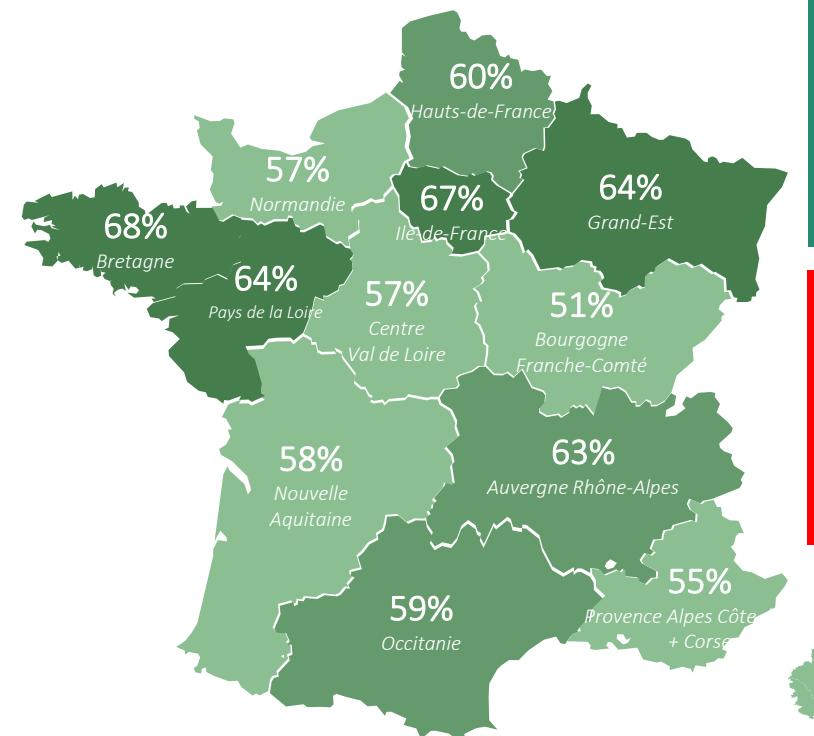
A l'inverse, ce sentiment est au plus bas dans des territoires à dominante rurale comme l'Ariège, le Gers, la Meuse, la Nièvre et l'Aisne



Aujourd'hui, direz-vous que... ?

GRANDIR DANS VOTRE COMMUNE PERMET DE RÉALISER DE BONNES ÉTUDES

% OUI MOYENNE NATIONALE : 61%



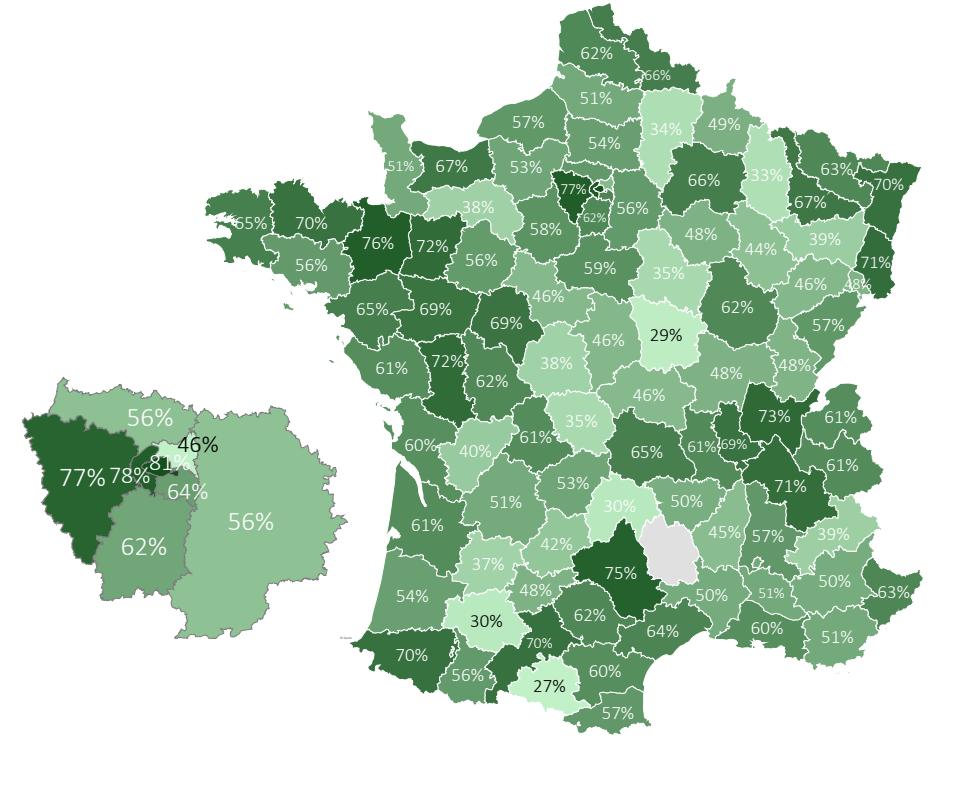
LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS PENSENT LE PLUS QUE LEUR COMMUNE PERMET DE RÉALISER DE BONNES ÉTUDES

1. Paris	81%	6. Ain	73%
2. Hauts-de-Seine	78%	7. Deux-Sèvres	72%
3. Yvelines	77%	7. Mayenne	72%
4. Ille-et-Vilaine	76%	9. Haut-Rhin	71%
5. Aveyron	75%	9. Isère	71%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS PENSENT LE PLUS QUE LEUR COMMUNE NE PERMET PAS DE RÉALISER DE BONNES ÉTUDES

1. Ariège	70%	6. Aisne	65%
1. Cantal	70%	7. Yonne	63%
3. Gers	68%	8. Creuse	62%
4. Meuse	67%	8. Lot-et-Garonne	62%
5. Nièvre	66%	10. Vosges	60%

Communes rurales	50%
Petites villes	60%
Villes moyennes	56%
Métropoles	67%



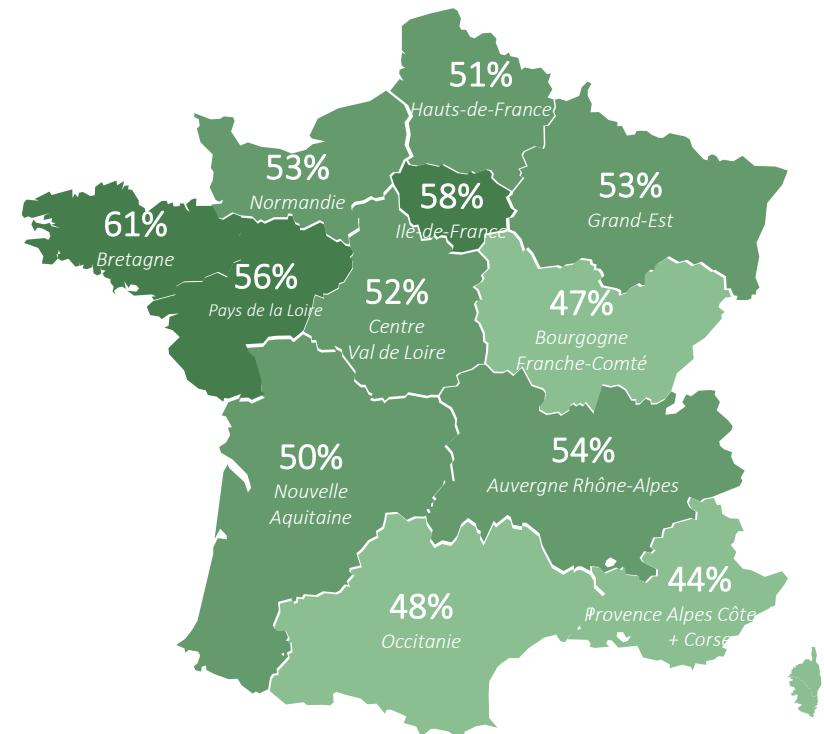
Optimisme pour l'avenir des enfants de sa commune : un indicateur au plus haut en Bretagne, dans les Pays de la Loire et dans la partie Ouest de l'Ile-de-France...



Aujourd'hui, direz-vous que... ?

VOUS ÊTES OPTIMISTE POUR L'AVENIR DES ENFANTS DE VOTRE COMMUNE

% OUI MOYENNE NATIONALE : 52%



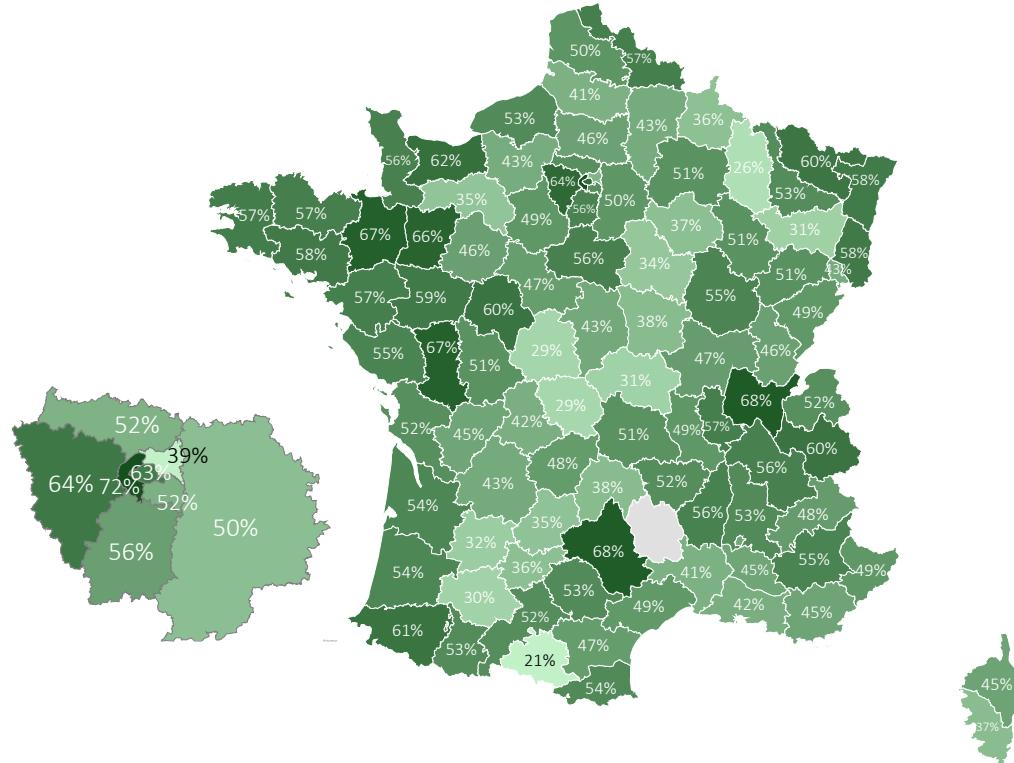
LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS SONT LES PLUS OPTIMISTES

1. Hauts-de-Seine	72%	6. Mayenne	66%
2. Ain	68%	7. Yvelines	64%
2. Aveyron	68%	8. Paris	63%
4. Ille-et-Vilaine	67%	9. Calvados	62%
4. Deux-Sèvres	67%	10. Pyrénées-Atlantiques	61%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS SONT LES PLUS PESSIMISTES

1. Ariège	78%	6. Lot-et-Garonne	67%
2. Meuse	74%	7. Allier	66%
3. Creuse	70%	8. Indre	65%
4. Vosges	68%	8. Lot	65%
4. Gers	68%	10. Yonne	64%

Communes rurales	49%
Petites villes	57%
Villes moyennes	48%
Métropoles	54%



... alors que plus d'1 habitant sur 2 se dit pessimiste en PACA et en Bourg.-Franche-Comté.

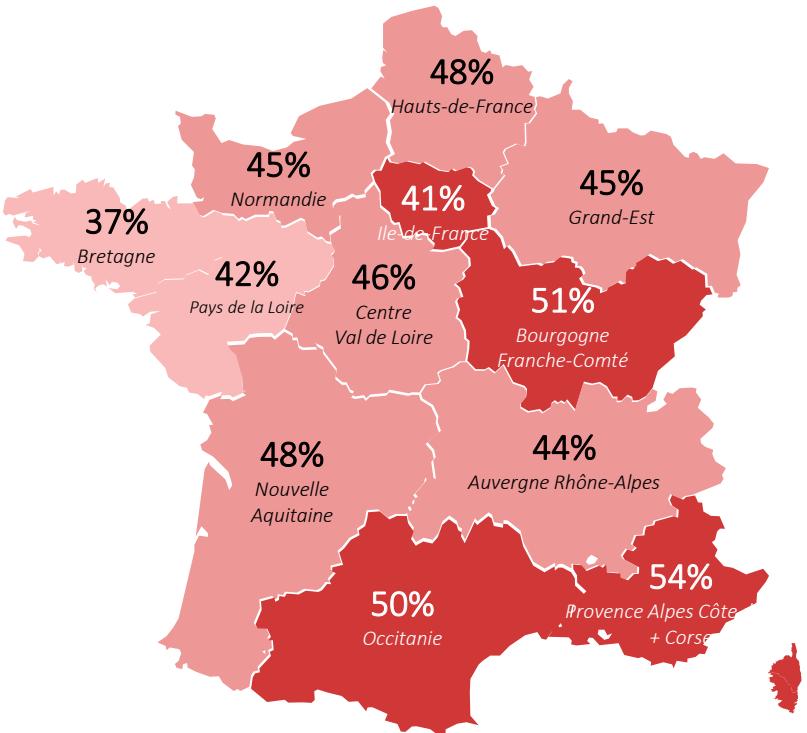
Le pessimisme domine par ailleurs aussi bien dans des zones rurales qu'en Seine-Saint-Denis ou dans les Bouches-du-Rhône.



Aujourd'hui, direz-vous que... ?

VOUS ÊTES OPTIMISTE POUR L'AVENIR DES ENFANTS DE VOTRE COMMUNE

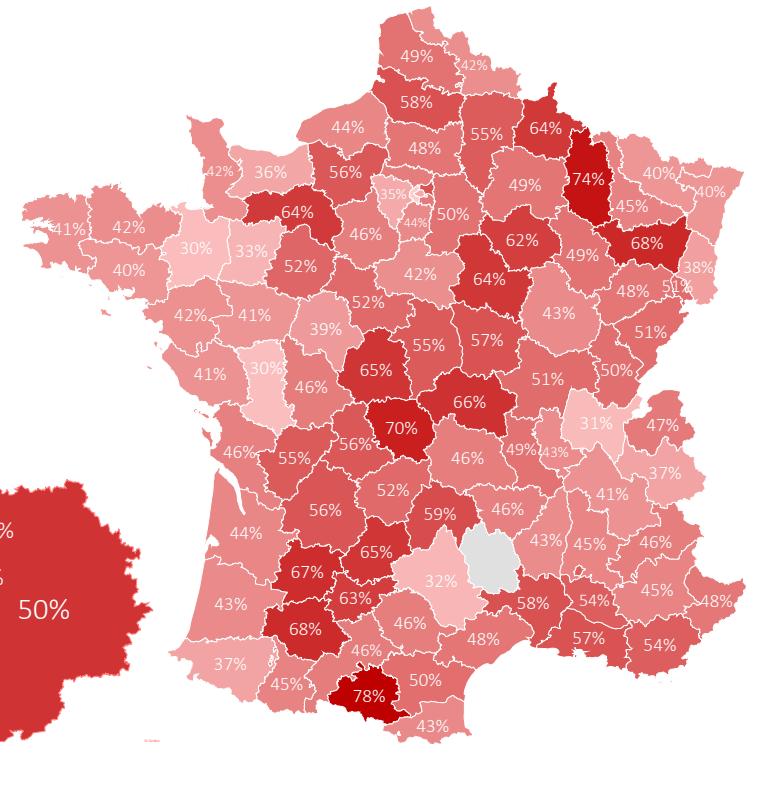
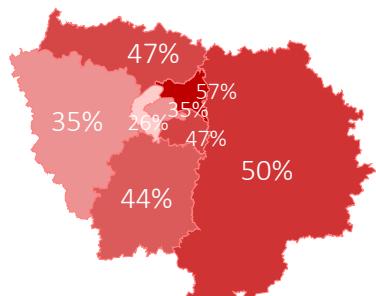
% NON MOYENNE NATIONALE : 46%



LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS SONT LES PLUS PESSIMISTES

1. Ariège	78%	6. Lot-et-Garonne	67%
2. Meuse	74%	7. Allier	66%
3. Creuse	70%	8. Indre	65%
4. Vosges	68%	9. Lot	65%
4. Gers	68%	10. Yonne	64%

Communes rurales	49%
Petites villes	42%
Villes moyennes	50%
Métropoles	45%





Résultats de la consultation

Perceptions et attentes à
l'égard de l'action municipale

**Ma commune,
mon maire & moi**

En route vers les municipales 2026

Consultation citoyenne

Quelle école demain
pour nos enfants ?

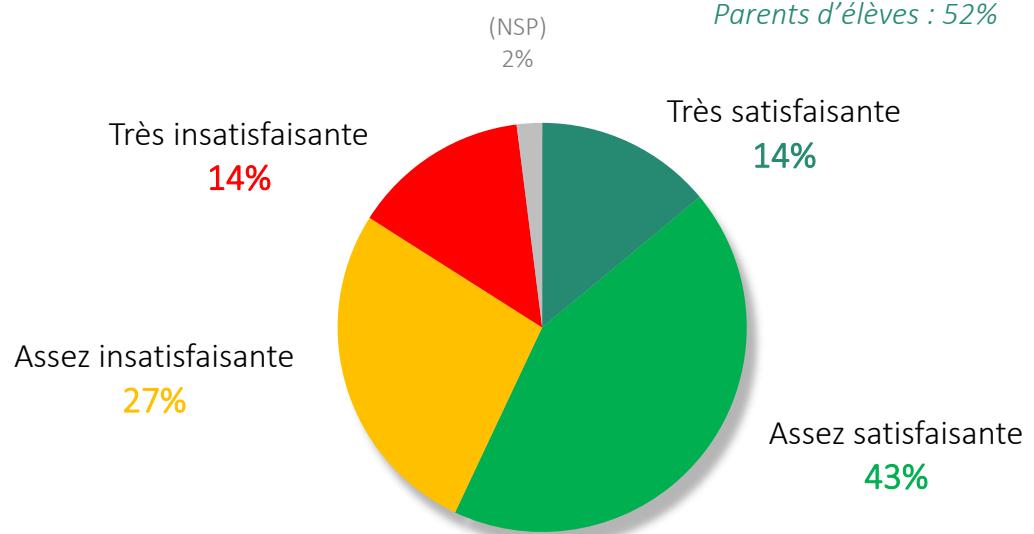


57% des Français sont satisfaits de l'action du maire de leur commune en matière d'éducation, une action qui joue un rôle capital sur les perspectives d'avenir



A propos de l'action du/de la maire de votre commune en matière d'éducation, diriez-vous qu'elle est... ?

% Insatisfaisante : 41%



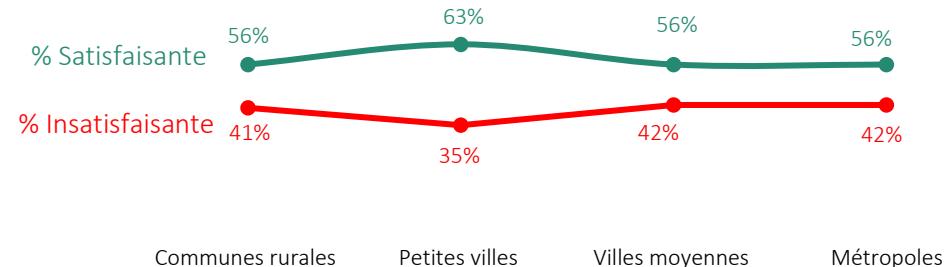
% Satisfaisante : 57%

Une action qui joue un rôle capital sur les perspectives d'avenir

Dans les communes où l'action du maire est satisfaisante, **74%** des habitants sont optimistes pour l'avenir des jeunes de la commune, contre 25% de pessimistes.

Dans les communes où l'action du maire est insatisfaisante, **76%** des habitants sont pessimistes pour l'avenir des jeunes de la commune contre 23% d'optimistes.

Par catégorie de commune



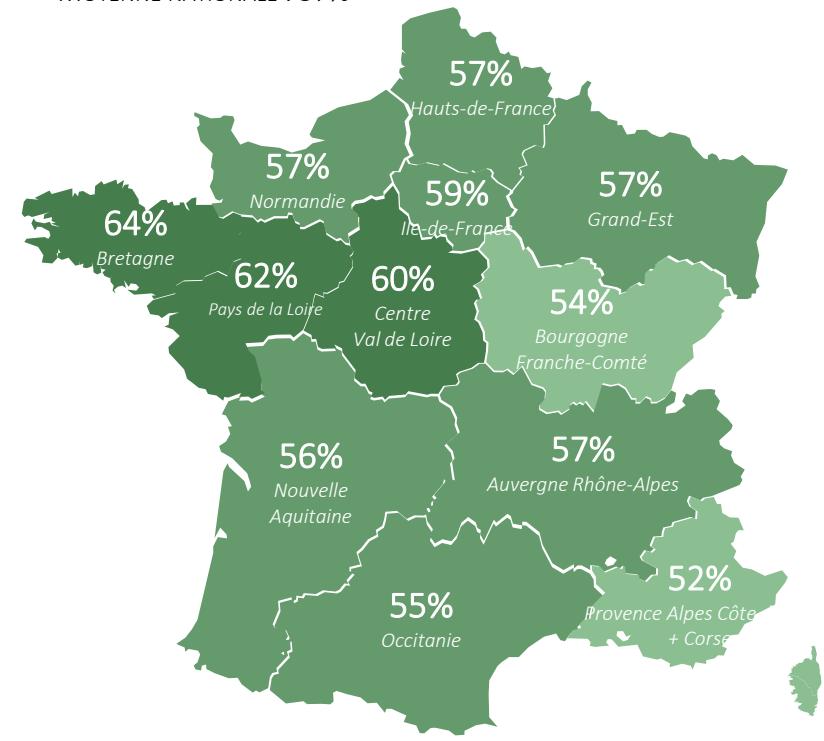
C'est en Bretagne (64%), dans les Pays de la Loire (62%) et le Centre-Val-de-Loire (60%) que les habitants sont les plus satisfaits de l'action de leur maire

Un indicateur qui atteint ses plus bas niveaux en PACA (52%), en Bourgogne-Franche-Comté (54%) et en Occitanie (52%)



A propos de l'action du/de la maire de votre commune en matière d'éducation, diriez-vous qu'elle est... ?

% SATISFAISANTE
MOYENNE NATIONALE : 57%

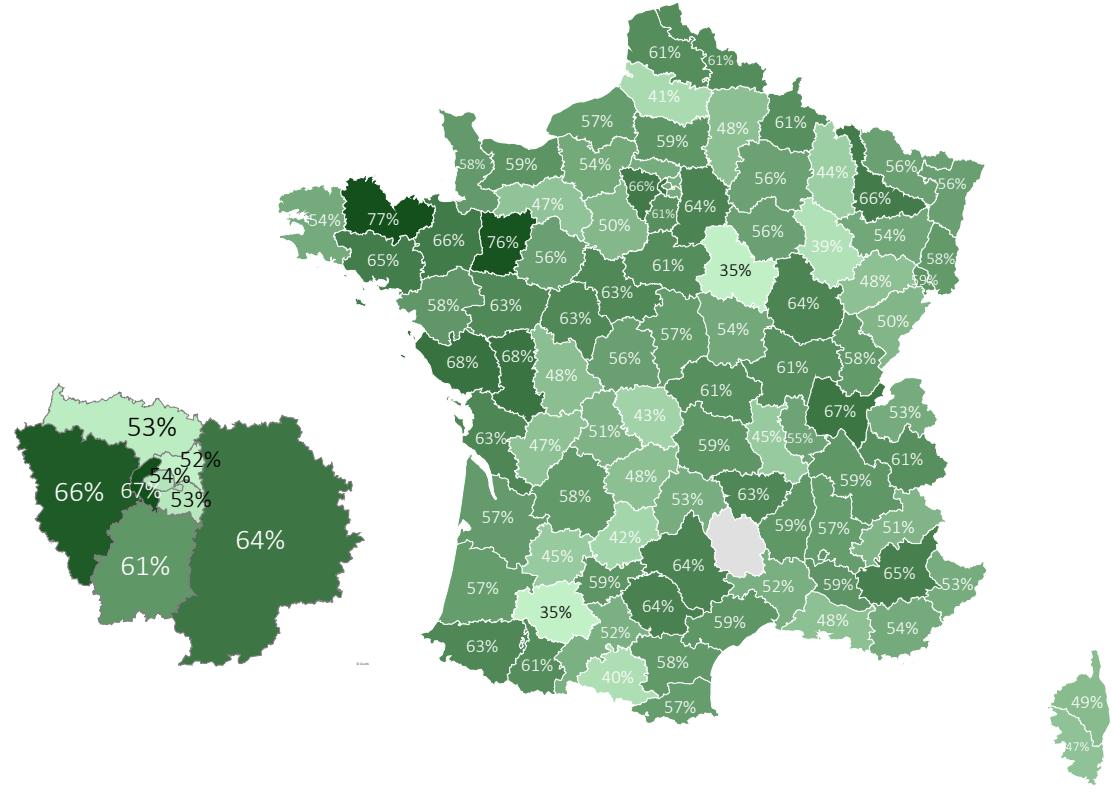


LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE L'ACTION DE LEUR MAIRE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION EST SATISFAISANTE

1. Côtes-d'Armor	77%	6. Hauts-de-Seine	67%
2. Mayenne	76%	7. Yvelines	66%
3. Vendée	68%	7. Ille-et-Vilaine	66%
3. Deux-Sèvres	68%	7. Meurthe-et-Moselle	66%
5. Ain	67%	10. Morbihan	65%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS JUGENT LE PLUS QUE L'ACTION DE LEUR MAIRE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION EST INSATISFAISANTE

1. Yonne	63%	6. Meuse	55%
2. Gers	62%	7. Lot-et-Garonne	54%
3. Somme	58%	8. Loire	52%
3. Ariège	58%	8. Creuse	52%
5. Lot	56%	8. Charente	52%



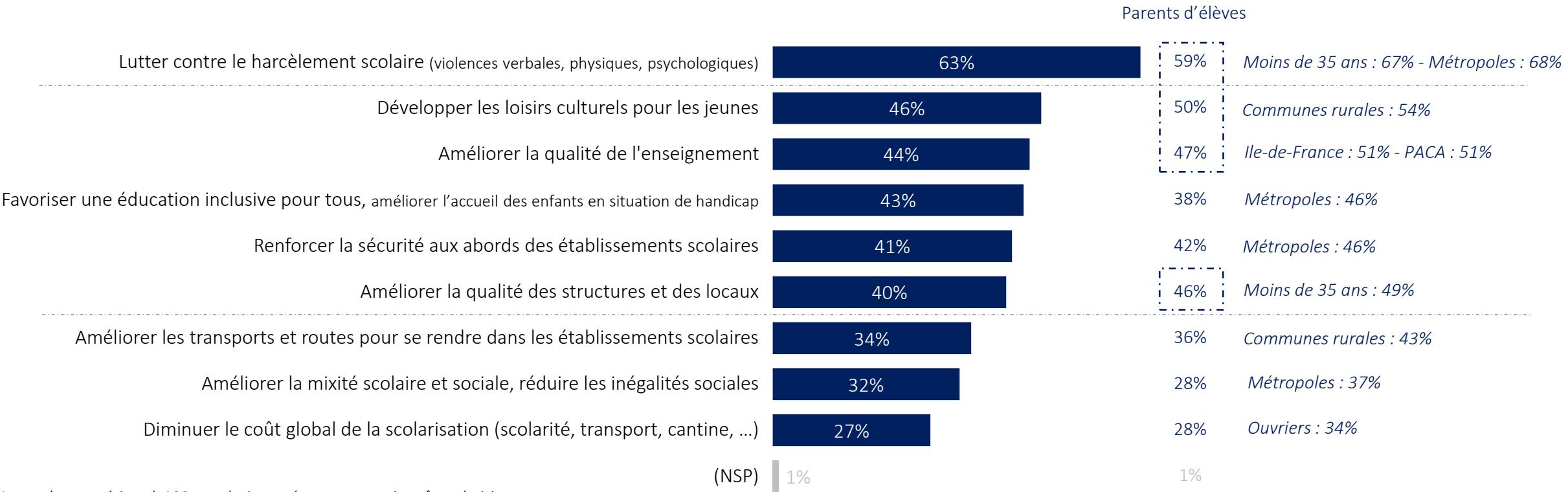
La lutte contre le harcèlement scolaire est le sujet sur lequel les Français et les parents d'élèves ont le plus d'attentes à l'égard des maires

Les parents d'élèves ont aussi de fortes attentes concernant les loisirs culturels, la qualité de l'enseignement et des locaux



Pour chacune des mesures suivantes qui peuvent être prises dans le domaine de l'éducation, quelles doivent être selon vous les priorités du/de la maire de votre commune ?

Plusieurs réponses possibles



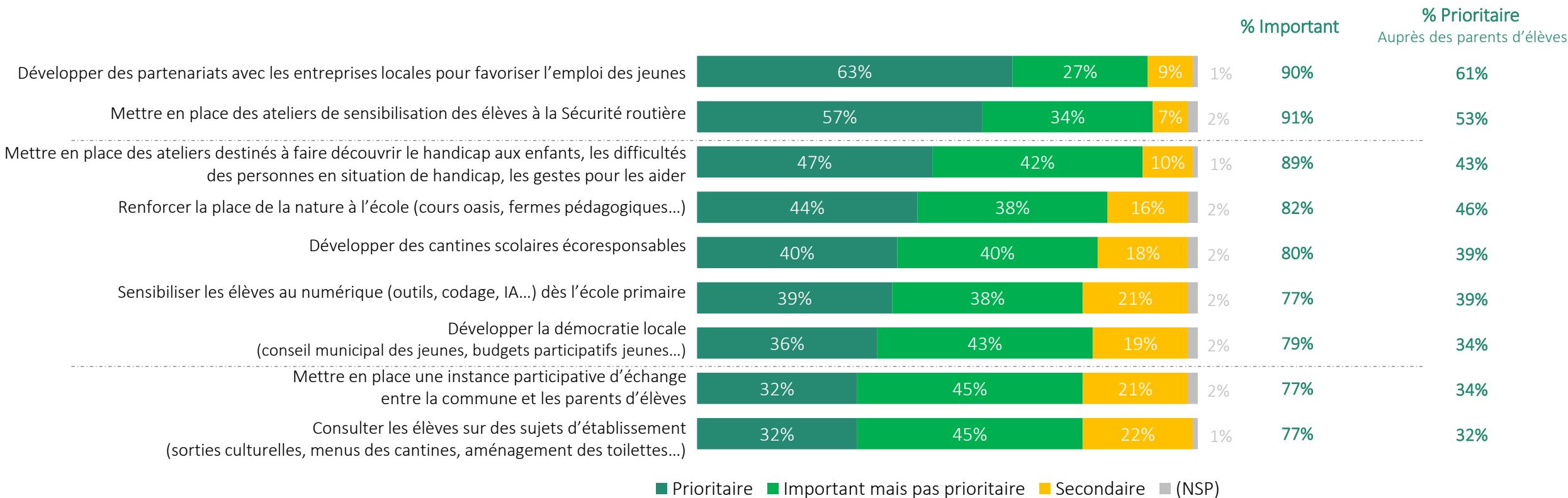
Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

Un souhait très net que les actions déployées au niveau municipal dans le domaine de l'éducation s'élargissent à des sujets sociétaux

Des attentes prioritaires sur l'accès à l'emploi, la sensibilisation à la Sécurité routière et au handicap



Pour chacun de ces sujets sur lesquels des initiatives locales se sont récemment développées, indiquez s'il serait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire pour votre commune.

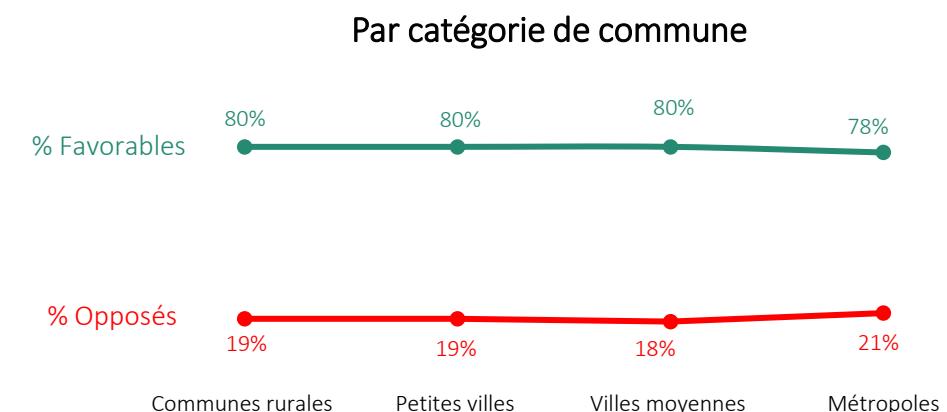
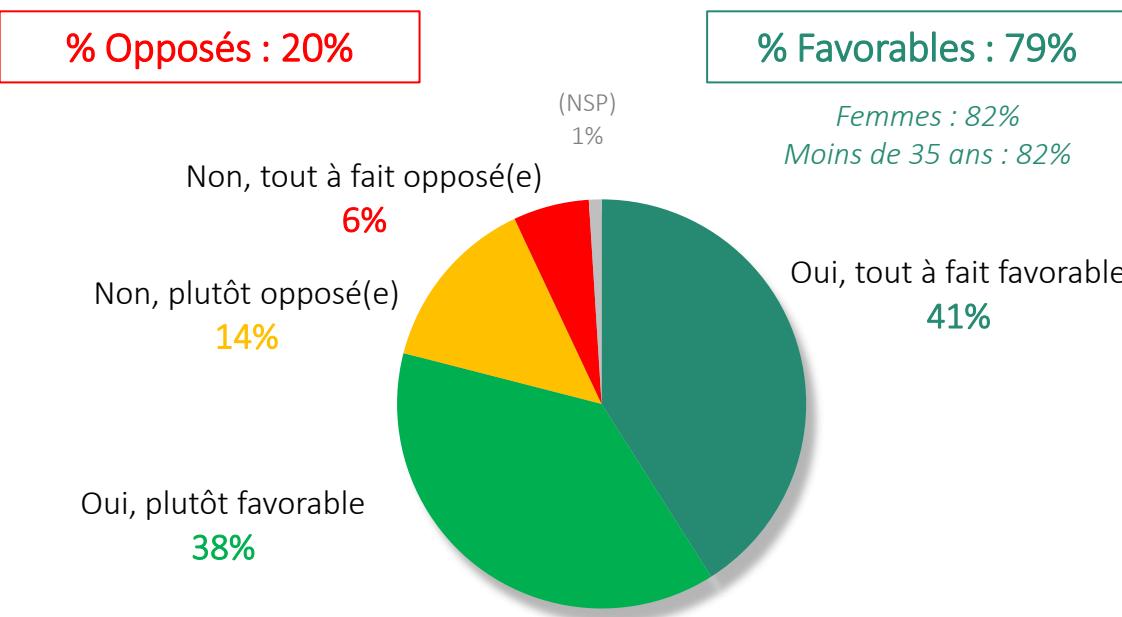


L'ouverture de l'éducation sur l'extérieur passe aussi par un dépassement du cadre scolaire traditionnel : 78% des Français sont favorables à la « classe dehors »



De nombreuses villes développent actuellement la « classe dehors » qui permet aux écoliers d'apprendre à l'extérieur, ce mode d'apprentissage répondant notamment à des enjeux de santé publique (sédentarité, pollution intérieure), sociaux (climat scolaire) et pédagogiques (coopération, expression, concentration...). Les maires peuvent notamment encourager l'école dehors en finançant des formations aux enseignants et éducateurs et des équipements pour les élèves mais aussi en mobilisant les espaces verts de leurs communes ou en prévoyant parfois des menus froids.

En ce qui vous concerne, seriez-vous favorable à ce que la « classe dehors » se développe dans les écoles de votre commune ?



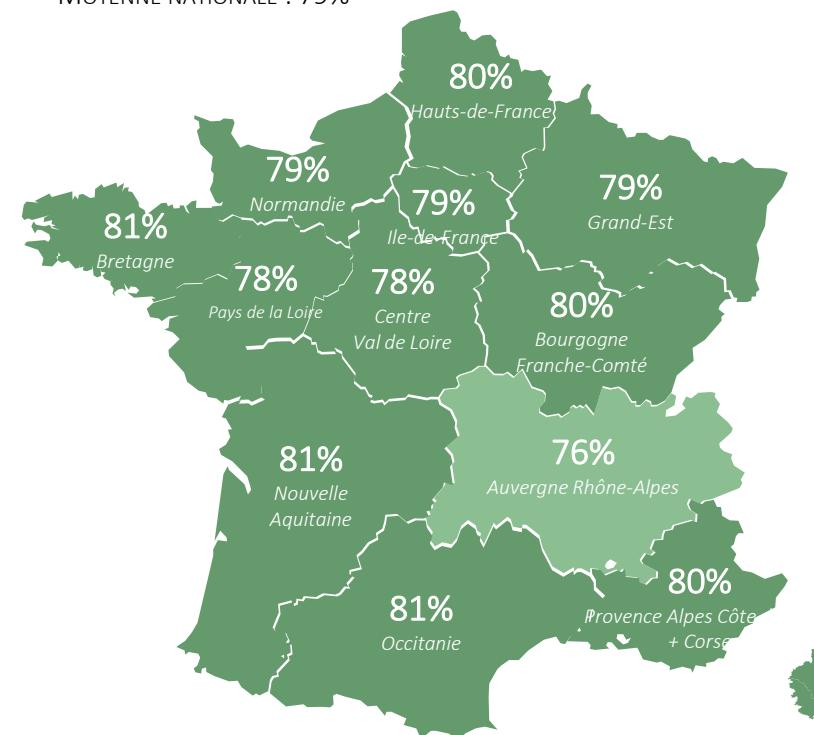
Des Français largement favorables à la « classe dehors » quelles que soient leurs zones de résidence



En ce qui vous concerne, seriez-vous favorable à ce que la « classe dehors » se développe dans les écoles de votre commune ?

% FAVORABLES

MOYENNE NATIONALE : 79%

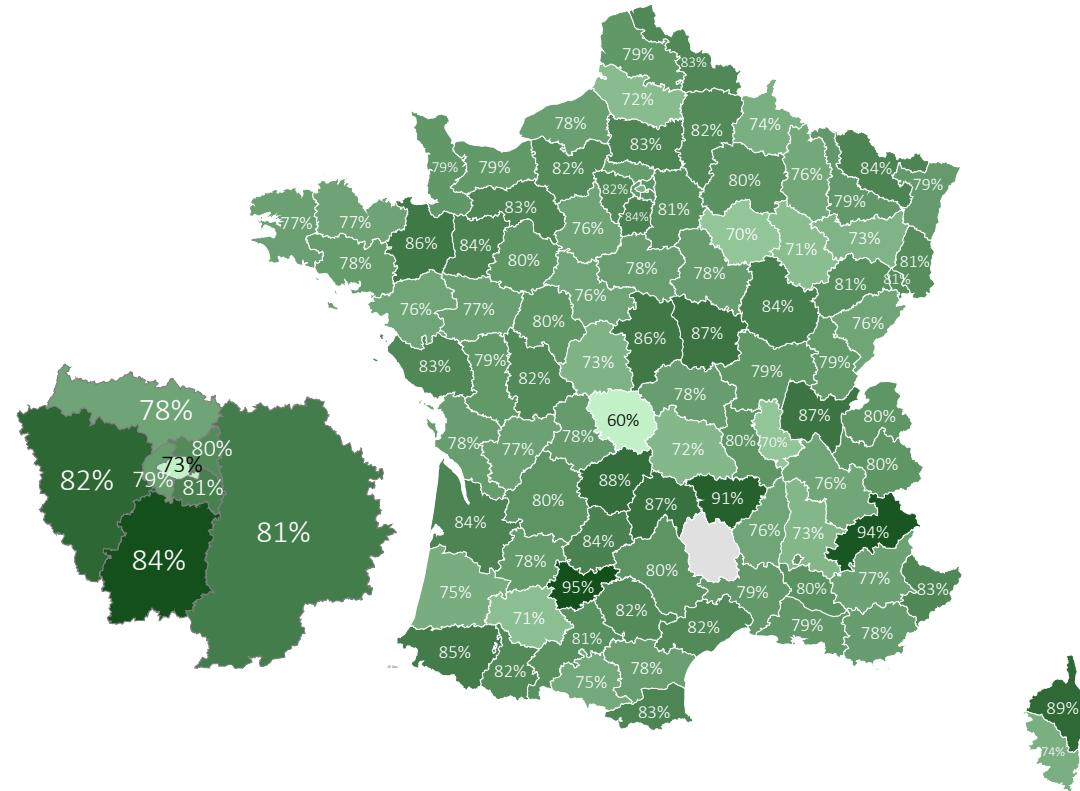


LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS SONT LES PLUS FAVORABLES À LA « CLASSE DEHORS »

1. Tarn-et-Garonne	95%	6. Cantal	87%
2. Hautes-Alpes	94%	6. Nièvre	87%
3. Haute-Loire	91%	6. Ain	87%
4. Haute-Corse	89%	9. Ille-et-Vilaine	86%
5. Corrèze	88%	9. Cher	86%

LES 10 DÉPARTEMENTS OÙ LES HABITANTS SONT LES PLUS DÉFAVORABLES À LA « CLASSE DEHORS »

1. Creuse	39%	6. Puy-de-Dôme	26%
2. Aube	30%	6. Drôme	26%
2. Rhône	30%	6. Ardennes	26%
4. Gers	29%	9. Corse-du-Sud	25%
4. Somme	29%	9. Paris	25%





Synthèse détaillée des résultats

**Ma commune,
mon maire & moi**

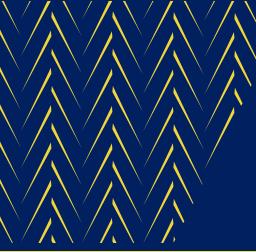
En route vers les municipales 2026

Oici Radio
TV
Digital

Consultation citoyenne

Quelle école demain
pour nos enfants ?





Synthèse détaillée des résultats (1/4)

Education : une satisfaction en trompe-l'œil

De fortes disparités territoriales et des inquiétudes sur la qualité de l'enseignement public

72% DES FRANÇAIS JUGENT QUE LE NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LEUR COMMUNE EST BON... MAIS CE RETOUR NATIONAL POSITIF MASQUE DE FORTES DISPARITÉS TERRITORIALES ET LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC SUSCITE PLUS DE RÉSERVES.

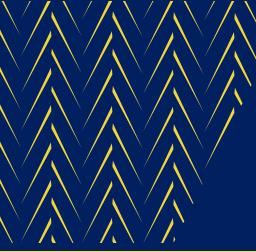
Sur le plan régional, c'est en Bretagne (81%), dans les Pays de la Loire (77%) et en Centre-Val-de-Loire (75%) que le sentiment que les établissements scolaires locaux sont de bonne qualité est le plus répandu.

On trouve même plus de 8 habitants sur 10 estimant que le niveau des établissements scolaires dans leur commune est bon dans des départements comme la Mayenne (90%), les Côtes-d'Armor (84%), la Haute-Loire (86%), le Lot (83%), l'Ain (86%), les Pyrénées-Atlantiques (82%), le Morbihan (85%), les Yvelines (81%) et le Maine-et-Loire (84%).

A l'inverse, si la part de personnes considérant « mauvais » le niveau des établissements scolaires de leur commune est réduite (26% sur le territoire national), elle est significativement plus élevée dans les Métropoles (29% contre 24% en zones rurales). **Et près d'1 habitant sur 2 partage même ce sentiment dans des départements comme les Bouches-du-Rhône (44%), la Seine-Saint-Denis (44%), la Creuse (44%), la Charente (40%) et les Vosges (40%).**

Par ailleurs, le jugement très positif des Français sur les établissements scolaires de leur commune (72% les jugent bons) est probablement tiré à la hausse par la qualité de l'offre dans l'enseignement privé... car **seuls 56% des Français jugent que le niveau de l'enseignement public est satisfaisant là où ils résident.**

- La perception de l'enseignement public suscite notamment de forts clivages territoriaux. 70% des Bretons estiment que la qualité de l'enseignement public est satisfaisante dans leur commune contre 47% des habitants de PACA.
- La majorité des habitants estiment même que la qualité de l'enseignement public dans leur commune est insatisfaisante dans certains départements, aussi bien ruraux (Creuse, Ariège, Somme, Ardennes, Lot-et-Garonne, Corse-du-Sud, Haute-Saône, Yonne) qu'urbains (Bouches-du-Rhône, Seine-Saint-Denis).



Synthèse détaillée des résultats (2/4)

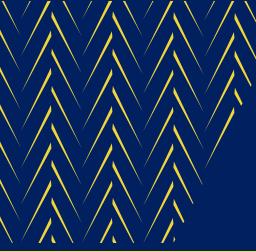
Les Français sont par contre globalement satisfaits des services et équipements de leurs communes en matière d'éducation (proximité des établissements, cantines, médiathèques, centres de loisirs). On note cependant une plus forte insatisfaction en zones rurales sur le manque d'équipements/activités quand les habitants de Métropoles s'inquiètent plus de la qualité de l'enseignement/des établissements.

- 83% des habitants jugent que la proximité des établissements scolaires dans leur commune est satisfaisante, de même que 76% se montrent positifs concernant les médiathèques et bibliothèques (mais uniquement 64% chez les habitants de zones rurales).
- La qualité des écoles (maternelle, primaire) est également jugée majoritairement satisfaisante (72%), tout comme la qualité des collèges et lycées à proximité (65%) même s'il faut noter une plus grande réserve des habitants de Métropoles sur ces sujets (respectivement 67% et 61% estiment l'offre locale satisfaisante là où ils vivent). 65% des Français estiment aussi que la situation est satisfaisante en matière de cantines scolaires là où ils résident.
- Les centres de loisirs/espaces jeunes et les activités culturelles pour les jeunes ont recueilli des évaluations plus partagées. 57% des Français jugent que l'offre de centres de loisirs est satisfaisante dans leur commune mais cet indicateur varie de 59% dans les Métropoles à 50% en zone rurale. De même, 57% des habitants de Métropoles indiquent que les activités culturelles pour les jeunes sont satisfaisantes dans leur commune... contre uniquement 35% des habitants de zones rurales.

A l'inverse, les Français estiment majoritairement que la situation est très insatisfaisante dans leur commune dans deux domaines : l'éducation des jeunes à la citoyenneté (67%) et leur accès à l'emploi (75%). Ces deux perceptions négatives soulignent à quel point, au-delà de la question scolaire « académique », il existe des attentes non-satisfaites sur le sujet plus vaste de l'insertion des jeunes dans la société et le monde de l'emploi.

Les Français sont conscients d'un écart important entre « bagage scolaire » et « réussite sociale ».

- **6 sur 10 considèrent que grandir dans leur commune permet de réaliser de bonnes études (61%).** C'est en Bretagne (68%), en Île-de-France (67%) dans les Pays de la Loire (64%) et le Grand Est (64%) que les habitants sont les plus convaincus que grandir dans leur commune permet l'accès à de bonnes études. Les 3 départements dans lesquels ce sentiment est le plus diffus sont tous Franciliens, il s'agit de Paris (81%), des Hauts-de-Seine (78%) et des Yvelines (77%). A l'inverse, le sentiment que grandir dans sa commune ne permet pas de réaliser de bonnes études atteint de très hauts niveaux dans des territoires à dominante rurale comme l'Ariège (70%), le Cantal (70%), le Gers (68%), la Meuse (67%), la Nièvre (66%) et l'Aisne (65%).



Synthèse détaillée des résultats (3/4)

- Mais, dans le même temps, près de la moitié se disent pessimistes pour l'avenir des enfants de leurs villes (46%). Le pessimisme est même majoritaire chez les habitants de PACA (54%), de Bourgogne-Franche-Comté (51%) et d'Occitanie (50%). Il est par ailleurs intéressant de noter que **ce sujet partage l'Île-de-France en deux**, entre un pessimisme majoritaire ou supérieur à la moyenne nationale en Seine-Saint-Denis (57%), en Seine et Marne (50%), dans le Val de Marne (47%) et le Val d'Oise (47%) et un optimisme important dans les Hauts de Seine (72%), les Yvelines (64%), à Paris (63%) et dans l'Essonne (56%).

57% DES FRANÇAIS SONT AUJOURD'HUI SATISFAITS DE L'ACTION DE LEURS MAIRES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET CET INDICATEUR VARIE ÉGALEMENT FORTEMENT SELON LES TERRITOIRES.

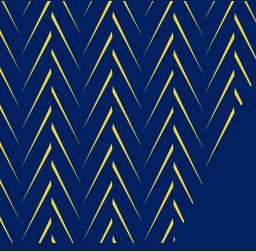
C'est en Bretagne (64%), dans les Pays de la Loire (62%) et le Centre-Val-de-Loire (60%) que les habitants sont les plus satisfaits dans ce domaine alors que cet indicateur atteint ses plus bas niveaux en PACA (52%) et en Bourgogne-Franche-Comté (54%).

Sur le plan départemental, il est intéressant de noter que **c'est prioritairement au sein de territoires ruraux que la part d'habitants insatisfaits est la plus élevée**, dans l'Yonne (63%), la Meuse (55%), le Gers (62%), le Lot-et-Garonne (54%), la Somme (58%), la Loire (52%), l'Ariège (58%), la Creuse (52%), le Lot (56%) et la Charente (52%).

Et alors que 46% des Français se sont montrés pessimistes pour l'avenir des enfants de leur commune, notre consultation montre combien **l'action des maires en matière d'éducation est capitale pour donner des perspectives d'avenir**. Dans les communes où elle est jugée satisfaisante, 74% des habitants sont optimistes pour l'avenir des jeunes de leur commune... contre uniquement 23% dans les communes où elle est jugée insatisfaisante.

A DEUX MOIS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES, LES ATTENTES À L'ÉGARD DE L'ACTION MUNICIPALE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION SONT TRÈS VARIÉES ET CONCERNENT DE NOMBREUX SUJETS SOCIÉTAUX

La lutte contre le harcèlement scolaire est très nettement le sujet sur lequel les Français (63%) et les parents d'élèves (59%) attendent le plus d'implication des maires. 67% des moins de 35 ans et 68% des habitants de Métropoles jugent également que ce sujet doit être une priorité du maire de leur commune.



Synthèse détaillée des résultats (4/4)

Les autres sujets testés dans la consultation sont en revanche considérés comme des priorités par une minorité de répondants. Il s'agit notamment :

- du développement des loisirs culturels pour les jeunes (46% et même 54% dans les zones rurales),
- de l'amélioration de la qualité de l'enseignement (44% et 51% en Ile-de-France et en PACA),
- de favoriser une éducation inclusive pour tous et d'améliorer l'accueil des enfants en situation de handicap (43%),
- de renforcer la sécurité aux abords des établissements scolaires (41% et 46% dans les Métropoles),
- d'améliorer la qualité des structures et des locaux (40%), un souhait qui a même été formulé par 46% des parents d'élèves.

Au-delà des seuls savoirs scolaires, les résultats de la consultation soulignent le souhait très net que l'action municipale en matière d'éducation aille au-delà des seules questions scolaires et investisse des sujets sociétaux (insertion professionnelle, sensibilisation à la Sécurité routière et au handicap).

Les deux actions qu'une majorité de Français jugent prioritaires à mettre en place dans leur commune sont de nouer des partenariats avec des entreprises locales pour favoriser l'emploi des jeunes (63%) et de mettre en place des ateliers de sensibilisation des élèves à la Sécurité routière (57%). 47% des Français considèrent également qu'il est prioritaire de mettre en place des ateliers destinés à faire découvrir le handicap aux enfants (47%).

En retrait, 44% des Français ont jugé prioritaire de renforcer la place de la nature à l'école (cours oasis, fermes pédagogiques...), 40% de développer des cantines scolaires écoresponsables, 39% de sensibiliser les élèves au numérique (outils, codage, IA...) dès l'école primaire. Des actions dans le domaine du partage de la décision et de l'information sont également moins attendues, seuls 36% des Français estimant prioritaire de développer la démocratie locale dans leur commune, 32% de mettre en place une instance participative d'échange entre la commune et les parents d'élèves et 32% de consulter les élèves sur des sujets d'établissement.

L'ouverture sur l'extérieur de l'éducation passe aussi par un dépassement du cadre scolaire traditionnel : 79% des Français sont favorables à la « classe dehors », pour permettre aux écoliers d'apprendre à l'extérieur en répondant à des enjeux de santé publique (sédentarité, pollution intérieure), sociaux (climat scolaire) et pédagogiques (coopération, expression, concentration...). Sur ce sujet, il est intéressant de noter que la part de personnes favorables à la « classe dehors » est aussi élevée dans les zones rurales (80%) que dans les Métropoles (78%) et que le soutien à cette innovation pédagogique dépasse les ¾ des habitants dans toutes les régions métropolitaines.